Les organisations corporatives des professeurs de lycée et les associations de spécialistes : un enjeu identitaire (1905-1940)

Teacher unions and academic subject associations: an identity issue (1905-1940)

Yves Verneuil

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/2918>

DOI : 10.4000/histoire-education.2918

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2014

Pagination : 83-107

ISBN : 978-2-84788-651-1

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Yves Verneuil, « Les organisations corporatives des professeurs de lycée et les associations de spécialistes : un enjeu identitaire (1905-1940) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 142 | 2014, mis en ligne le 31 décembre 2016, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/2918> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.2918>

Les organisations corporatives des professeurs de lycée et les associations de spécialistes : un enjeu identitaire (1905-1940)

Yves Verneuil

Au début du XX^e siècle, profitant de la loi de 1901, de nombreuses catégories de fonctionnaires fondent des associations professionnelles¹. Après un moment d'hésitation, les pouvoirs publics acceptent l'existence des associations de nature corporative, qui font office de syndicat². C'est sous ce régime qu'est créée en 1905 la *Fédération nationale des professeurs de lycée et du personnel de l'enseignement secondaire féminin*, dite A3 (des lycées)³. Cette organisation professionnelle n'entend cependant pas se cantonner aux questions matérielles, dites corporatives, mais ambitionne un rôle plus large : selon l'article premier de ses statuts, elle « a pour objet l'étude des questions relatives à l'enseignement secondaire public et la défense par toutes voies de droit des intérêts matériels et moraux de ses membres »⁴. S'érigeant en porte-parole de l'ensemble des intérêts de l'enseignement secondaire, que ses membres représentent à ses

1 Jeanne Siwek-Pouydesseau, *Le syndicalisme des fonctionnaires jusqu'à la guerre froide*, Lille, Presses universitaires de Lille, 1989.

2 La loi Waldeck-Rousseau sur les syndicats (21 mars 1884) ne dit rien du cas des fonctionnaires ; mais l'arrêt du 27 juin 1885 de la Cour de cassation a tranché dans le sens de l'interdiction.

3 Yves Verneuil, « Les professeurs de l'enseignement secondaire au début du XX^e siècle : entre corporatisme et esprit de catégorie », *Carrefours de l'éducation*, n° 17, janvier-juin 2004, p. 102-117.

4 *Procès-verbaux des congrès de l'enseignement secondaire des 20-22 avril 1905*, Le Mans/Paris, Imprimerie coopérative ouvrière/Librairie Félix Sageret, 1905, p. 22.

yeux, elle entend prendre en charge aussi bien les questions de statuts et de personnels que les questions pédagogiques.

Un mouvement parallèle débouche sur la création, dans les mêmes années, d'associations de professeurs de l'enseignement secondaire réunis autour d'une même discipline enseignée dans les lycées et collèges. On peut citer la Société des professeurs de langues vivantes de l'enseignement public, créée dès 1903, l'Union des physiciens (ou « Association des professeurs de sciences physiques, chimiques et naturelles des lycées et collèges de France. Garçons et filles »), qui naît en 1906, la Société des professeurs de français et de langues anciennes de l'enseignement secondaire public (dite Franco-ancienne), qui apparaît en 1909 ou encore la Société des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement secondaire public (SPHG, devenue par la suite APHG, pour Association des professeurs d'histoire et de géographie), fondée l'année suivante. Stimulées par la réforme de 1902⁵, qui modifie l'équilibre entre les disciplines et suscite une réflexion sur les méthodes pédagogiques, ces associations ou sociétés de spécialistes prennent part dès leur création aux discussions engagées au sein du Conseil supérieur de l'instruction publique (CSIP), en comptant parmi leurs membres des élus à cette instance. Réformé en 1880 par Jules Ferry, celui-ci comprend en effet, pour le personnel de l'enseignement secondaire, huit agrégés des lycées (un par ordre d'agrégation) élus par leurs pairs et deux licenciés des collèges (un pour les lettres, l'autre pour les sciences)⁶. Les élections, tous les quatre ans, des délégués des agrégés au CSIP, ont préparé l'émergence des associations de spécialistes, en suscitant l'apparition de comités de soutien à telle ou telle candidature et en provoquant la multiplication, du moins à Paris, des réunions électorales de professeurs d'une même discipline⁷. La structuration par discipline de ces élections perdure jusqu'en 1940 et l'on peut se demander si elle n'a pas conditionné les relations entre associations de spécialistes et organisations corporatives des professeurs de lycée.

Les associations de spécialistes se tiennent en rapport avec le délégué de leur discipline au CSIP, qui peut y présenter des vœux; mais elles-mêmes se

5 Viviane Isambert-Jamati, *Crises de la société, crises de l'enseignement : sociologie de l'enseignement secondaire français*, Paris, Presses universitaires de France, 1970.

6 Yves Verneuil, « Corporation universitaire et société civile. Les débats autour de la composition du Conseil supérieur de l'Instruction publique sous la Troisième République », *Histoire de l'éducation*, n° 142, 2014, p. 51-72.

7 Ces réunions sont signalées par la Société pour l'étude des questions d'enseignement secondaire, qui publie *L'Université*, puis *L'Enseignement secondaire*.

constituent en groupes de pression. Ces modes d'action ne sont d'ailleurs pas contradictoires. Le bulletin de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public rapporte ainsi, en juin 1911 :

« M. Blutel, membre du Conseil supérieur de l'instruction publique ; M. Grévy, président [de l'Association] ; M^{me} Salomon, vice-présidente et M. Bonin, vice-président de la Société, ont été reçus le 30 avril par M. Liard, vice-recteur de l'Académie de Paris, le 4 mai par M. Poincaré, directeur de l'enseignement secondaire ; ils ont exposé les desiderata des professeurs de mathématiques et ont reçu l'accueil le plus bienveillant ; M. Liard et M. Poincaré ont reconnu l'intérêt des vœux qui leur étaient soumis et ont encouragé la délégation à les présenter au Conseil supérieur de l'instruction publique »⁸.

Il faut souligner l'importance des liens qui existent entre les associations de spécialistes et les délégués des agrégés au CSIP, car ils contribuent à expliquer l'indépendance des associations disciplinaires, qui n'ont pas besoin de passer par le truchement des organisations corporatives.

Au demeurant, ces deux types d'associations professionnelles correspondent aux deux types d'identité professionnelle qui coexistent chez le professeur de lycée : une identité disciplinaire et une identité corporative plus générale. Le premier numéro du bulletin de l'Union des physiciens souligne l'intérêt de l'association de spécialistes : « Lorsque deux professeurs de physique se rencontrent, la conversation porte invariablement sur le sujet qui les préoccupe partout et toujours : les travaux pratiques de leurs élèves »⁹. Autrement dit, la conversation n'est pas la même dans le cabinet de physique et dans la salle des professeurs. Fédération nationale et associations de spécialistes incarnent deux conceptions différentes de l'identité professionnelle qui ne sont cependant pas contradictoires, et le professeur peut privilégier, successivement ou dans la longue durée, l'une ou l'autre de ces identités dans son engagement¹⁰ ou bien choisir au contraire de les cumuler. Professeur au lycée Louis-le-Grand, Georges Morizet joue ainsi un rôle de premier plan dans les débuts de la Fédération nationale comme de la Société des professeurs d'histoire et de géographie¹¹.

8 *Bulletin de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement secondaire public*, n°3, juin 1911, p.37.

9 *Bulletin de l'Union des physiciens*, n°1, mars 1907, p.6.

10 Laurent Frajerman, « L'engagement des enseignants (1918-1968) : figures et modalités », *Histoire de l'éducation*, n°117, 2009, p.57-96.

11 Suzanne Citron, « Positivisme, corporatisme et pouvoir dans la Société des professeurs d'histoire », *Revue française de science politique*, n°4-5, 1977, p.693.

Mais la coexistence peut se révéler difficile, les rivalités disciplinaires remettant en cause l'unité corporative : si les professeurs de disciplines différentes ne peuvent plus se parler, les amicales dépériront dans les établissements, et à terme la Fédération nationale. Il importe donc de chercher à coordonner le point de vue des uns et des autres. Pour la Fédération, l'enjeu est aussi de s'imposer comme l'interlocuteur principal, représentatif de l'ensemble du corps enseignant des lycées, auprès des pouvoirs publics. Cependant, entre les deux guerres, la création, au sein de la CGT, d'un syndicat des professeurs de lycée (voir le tableau en annexe), relance la question du champ d'action de ces organisations professionnelles, en introduisant les débats relatifs au lien entre questions pédagogiques et situation sociale générale, débats qui contribuent à renouveler la question des relations avec les associations disciplinaires.

La question des relations entre les organisations corporatives de l'enseignement secondaire et les associations de spécialistes ne se limite toutefois pas à la tension entre corporation et discipline, et se complique du fait de la structure même de l'enseignement : les disciplines sont généralement présentes dans les différents ordres d'enseignement (au moins du secondaire au supérieur) alors que les corps enseignants sont distincts, générant autant d'associations corporatives que de corps. Ainsi, la Fédération des professeurs de lycée se pose en représentante patentée de l'enseignement secondaire, alors qu'il existe d'autres fédérations, notamment celle des professeurs de collège. Or, tout en étant dominées par les agrégés des lycées, les associations de spécialistes comprennent à fois des professeurs de lycée et des professeurs de collège et certaines s'ouvrent même à d'autres catégories. Dès 1903, l'Association des professeurs de langues vivantes accueille les maîtres de l'enseignement primaire supérieur et, en 1920, l'assemblée annuelle de la Société des professeurs d'histoire et de géographie s'ouvre aux professeurs d'école normale et aux professeurs d'école primaire supérieure. De son côté, l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement secondaire public, dans les années 1920, élargit son recrutement aux membres de l'enseignement supérieur. La Franco-ancienne elle-même finit par suivre cette voie en 1938, tout en refusant de s'ouvrir aux maîtres de l'enseignement primaire supérieur¹². Le périmètre des associations de spécialistes est donc plus large que celui de la Fédération nationale des professeurs de lycée.

12 *Revue de la Franco-ancienne*, n° 79, janvier 1939, p. 95, cité par Clémence Cardon-Quint, *Lettres pures et lettres impures ? Les professeurs de français dans le tumulte des réformes. Histoire d'un corps illégitime (1946-1981)*, thèse de doctorat, université Rennes 2, 2010, p. 143.

Si Laurent Frajerman a étudié les relations entre syndicats et diverses associations professionnelles entre 1918 et 1960¹³, la question des relations entre les organisations corporatives des professeurs de lycée et des associations de spécialistes n'a jamais été analysée pour la période qui s'étend de la fondation des fédérations de professeurs à la fin de la Troisième République. Ce n'est pas seulement parce que l'historiographie du syndicalisme enseignant a été dominée par les questions politiques et idéologiques, mais aussi, plus simplement, parce que, pour la période considérée, les associations corporatives de professeurs de lycée comme les associations de spécialistes ont été très peu étudiées¹⁴. Dans deux articles fondateurs¹⁵, Paul Gerbod évoque les deux types de groupements, mais ne traite pas de leurs relations. Dans la présente étude, on se demandera si des relations statutaires ont été établies entre les organisations corporatives des professeurs de lycée et les associations de spécialistes, si les syndicats cégétistes ont adopté la même attitude que les syndicats autonomes et, finalement, si l'échec des organisations corporatives à imposer leur domination sur les associations de spécialistes n'est pas révélateur de l'importance de l'identité disciplinaire des professeurs de lycée, surtout dans un contexte de rivalités entre les ordres d'enseignement.

I. Tentatives répétées de coordination (1905-1929)

En organisant sous son égide, dès sa création, des réunions de représentants des « spécialistes », la Fédération nationale des professeurs de lycée peut sembler se poser en organisation tutélaire de l'enseignement secondaire. Ces initiatives, qui vont se répéter entre 1905 et 1929, restent cependant sans grand effet.

13 Laurent Frajerman, « Syndicalisation et professionnalisation des associations professionnelles enseignantes entre 1918 et 1960 », in Danielle Tartakowski, Françoise Tétard (dir.), *Syndicats et associations : concurrence ou complémentarité ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2004, p. 97-106.

14 Pour les associations de spécialistes, il existe néanmoins l'étude de Suzanne Citron sur la Société des professeurs d'histoire et de géographie : *Aux origines de la Société des professeurs d'histoire : la réforme de 1902 et le développement du corporatisme dans l'enseignement secondaire, 1902-1914*, thèse de 3^e cycle, université Paris 10, 1974. On peut également citer la thèse d'Éric Barbazo, *L'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement public (APMEP) : un acteur politique, scientifique, pédagogique de l'enseignement secondaire mathématique du 20^e siècle en France*, thèse de doctorat, EHESS, 2010.

15 Paul Gerbod, « Associations et syndicalismes universitaires de 1828 à 1928 (dans l'enseignement secondaire public) », *Le Mouvement social*, n° 55, avril-juin 1966, p. 3-45 et « Associations et syndicalismes universitaires de 1919 à 1937 dans l'enseignement secondaire public », *Le Mouvement social*, n° 73, octobre-décembre 1970, p. 79-110. Sur les origines du syndicalisme des professeurs de l'enseignement secondaire, voir aussi Alain Dalançon, *Histoire du SNES*, t. 1 : *Plus d'un siècle de mûrissement, des années 1840 à 1966/67*, Paris, IRHSES, 2003.

1. Réunions sous l'égide de la Fédération nationale

L'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement secondaire public qui se forme en 1910 a pour but, selon l'article 2 de ses statuts, « l'étude des questions intéressant l'enseignement des mathématiques et la défense des intérêts professionnels de ses membres »¹⁶. Il ne faudrait pas déduire de ce double projet que les associations de spécialistes cherchent à concurrencer les associations amicales dans leur finalité de défense corporative. Dans la pratique, c'est plutôt la règle définie par l'association des professeurs de physique qui va prévaloir. Lors de sa création, cette association indique que son objet la distingue de celui des amicales des professeurs de lycée et de la Fédération nationale :

« [L'association des professeurs de physique] ne devra pas être une amicale, ni faire concurrence à ces utiles associations. Jamais elle ne devra s'occuper de la situation du personnel. Le fonctionnaire et ses intérêts matériels ne la regardent en rien : elle n'existe que pour servir le professeur et ses intérêts intellectuels »¹⁷.

Associations corporatives et associations de spécialistes ne vont donc pas se faire concurrence sur le terrain corporatif, les secondes devant s'intéresser principalement aux questions pédagogiques. Mais il est clair, cependant, que les questions d'horaires retentissent sur les conditions de travail, et que la Fédération nationale ne se désintéresse pas des questions pédagogiques générales. Au reste, dans un contexte de fortes rivalités disciplinaires consécutives à la réforme de l'enseignement secondaire de 1902, elle doit éviter que les dissensions entre professeurs de disciplines différentes ne nuisent à sa propre cohésion. Estimant que l'administration divise pour régner, elle veut incarner un front commun, qui subsume les particularismes pour représenter l'ensemble de l'enseignement secondaire¹⁸.

C'est pourquoi, dès 1911, la Fédération nationale tente de se poser en coordinatrice des associations de spécialistes sur la question des allègements de programmes consécutifs à la réforme de 1902. Le congrès de la Fédération

16 *Bulletin de l'Association des professeurs de mathématiques de l'enseignement secondaire public*, n° 1, décembre 1910, p. 2.

17 *Bulletin de l'Union des physiciens*, n° 1, mars 1907, p. 12.

18 On remarquera que la Fédération des professeurs de collège ne sera jamais invitée aux réunions organisées par la Fédération nationale des professeurs de lycée, laquelle se considère comme l'expression des intérêts les plus hauts de l'enseignement secondaire.

propose que les sociétés de spécialistes se réunissent sous l'égide de l'A3 pour en discuter¹⁹. En effet, fait valoir son président Albert Fedel²⁰, si les sociétés de spécialistes restent isolées, elles vont se combattre entre elles et l'administration en profitera. Il faut donc une coordination, et c'est le rôle de la Fédération. Celle-ci centralisera les travaux et transmettra aux autorités compétentes les conclusions qui auront été adoptées. Ce point de vue est combattu par Henri Bernès, président de la Franco-ancienne, pour qui la Fédération est incompétente sur les questions de spécialité. Selon lui, il faut laisser les sociétés de spécialistes s'arranger entre elles. Au demeurant, la coordination des spécialités ne se fait-elle pas déjà, puisque les élus des professeurs de lycée se concertent en amont en vue des sessions du Conseil supérieur? Cependant, peut-on vraiment dire que cette concertation suffit, et rend inutile une coordination sous l'égide de la Fédération nationale, alors que les naturalistes n'ont pas d'élu au Conseil supérieur, pas plus que les professeurs de l'enseignement secondaire féminin²¹? Finalement, le vœu d'une coordination assurée par la Fédération nationale est adopté.

Une première réunion des représentants des associations de spécialistes, sous l'égide du président de la Fédération nationale, a lieu le 26 novembre 1911²². Il n'en ressort pas grand-chose, si ce n'est un questionnaire à transmettre à leurs membres. En outre, dès la deuxième réunion, il apparaît que parallèlement à ces réunions, la société des historiens a fait des démarches particulières auprès du personnel politique, ce qui signifie que les sociétés de spécialistes ne se sentent pas liées par ces réunions communes sous l'égide de la Fédération nationale²³.

19 *Bulletin de la Fédération nationale des professeurs de lycée et du personnel de l'enseignement secondaire féminin* [désormais BOFNPL], juin 1911, p. 694-697.

20 Ancien élève de l'École normale supérieure, Albert Fedel est agrégé de lettres. Après avoir exercé dans divers lycées provinciaux, il enseigne successivement au collège Rollin (1904), au lycée Lakanal (Sceaux) et au lycée Henri-IV (1906). En 1913, il fait une suppléance en première supérieure au lycée Louis-le-Grand. En 1914, il en fait une autre au lycée Lakanal. C'est là qu'il est nommé professeur de première supérieure, en 1917. Il revient au lycée Henri-IV en 1923, en première supérieure. En 1927, il devient le représentant des agrégés de lettres au CSIP, jusqu'en 1938 (Archives nationales [désormais AN], F/17/26351).

21 Le recrutement des agrégés de sciences naturelles est postérieur à la loi du 27 février 1880; aussi les agrégés de sciences naturelles votent-ils avec ceux de sciences physiques. La création de l'enseignement secondaire féminin est également postérieure à la loi du 27 février 1880, si bien que le personnel de cet enseignement n'est pas représenté au CSIP avant 1934 (soit après la loi du 18 décembre 1933 réformant le CSIP).

22 *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement secondaire public*, n°6, décembre 1911, p. 13-14 et BOFNPL, n°66, décembre 1911, p. 114.

23 BOFNPL, n°67, janvier 1912, p. 216.

Albert Fédél l'admet d'ailleurs dès la troisième réunion, en janvier 1912, en faisant observer « que les décisions prises ne lient personne et qu'elles constituent seulement un essai de conciliation destiné à être proposé à l'étude des sociétés de spécialistes dont le droit de décision et de modification reste entier »²⁴. C'est reconnaître l'indépendance des sociétés de spécialistes.

2. Établir une doctrine commune sur les réformes de l'enseignement secondaire

Après la Première Guerre mondiale, la question des liens entre les associations de spécialistes et la Fédération nationale se repose à différentes reprises, tant il est difficile de séparer les questions générales d'organisation scolaire, dont se préoccupent les organisations corporatives, des enjeux strictement disciplinaires. En effet, toute réforme de l'enseignement secondaire retentit sur l'importance accordée à chaque discipline (importance symbolique, mais aussi importance matérielle, en termes d'emplois du temps). Or l'entre-deux-guerres est marqué par deux grands débats, qui peuvent être reliés, mais ne le sont pas toujours. Le premier porte sur la question de l'école unique²⁵ : la coordination des enseignements primaire et secondaire pose des problèmes de nature à la fois corporative et pédagogique. Le second débat porte sur la place à accorder aux langues anciennes dans l'enseignement secondaire. Jean-Michel Chapoulie a récemment apporté des éclaircissements sur le contexte dans lequel s'inscrit celui-ci²⁶, qui n'est pas entièrement nouveau puisqu'il a déjà existé au XIX^e siècle et même au XVIII^e siècle (qu'on pense à l'article « Collège » rédigé par d'Alembert dans l'*Encyclopédie* ou à la nouveauté des enseignements proposés par les écoles centrales)²⁷. La victoire de 1918 remet la question à l'ordre du jour, dès lors qu'elle est l'occasion de mettre en avant le rôle joué par le « génie français », appuyé sur son héritage latin, dans la suprématie française. Certains se saisissent de l'occasion pour tenter de revenir à l'obligation de l'enseignement du

24 *Ibid.*, n°68, février 1912, p. 272.

25 Rappelons que l'école unique suppose, d'une part, un rapprochement des écoles primaires et des classes élémentaires des lycées et collèges, et d'autre part, une refonte des formations post-élémentaires qui, jusque-là, reflètent et reconduisent les stratifications de la société française.

26 Jean-Michel Chapoulie, *L'École d'État conquiert la France. Deux siècles de politique scolaire*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010, p. 301-312.

27 Cf. notamment Clément Falcucci, *L'humanisme dans l'enseignement secondaire en France au XIX^e siècle*, Toulouse, Privat, 1939 et Philippe Savoie, *La construction de l'enseignement secondaire, 1802-1914. Aux origines d'un service public*, Lyon, ENS Éditions, 2013.

latin et du grec dans l'enseignement secondaire. Cette remise en cause de la section moderne (c'est-à-dire sans latin, ni grec) aurait cependant rendu plus difficile la coordination avec l'enseignement primaire et ne reçoit donc pas l'aval de la gauche, favorable à l'école unique. La forte politisation du débat se reflète dans l'enchaînement rapide de réformes contradictoires. En 1923, le ministre de l'Instruction publique Léon Bérard rend obligatoire l'enseignement du latin de la sixième à la troisième et celui du grec dans les classes de quatrième et de troisième. Mais après la victoire du Cartel des Gauches, l'enseignement moderne est rétabli, et la situation « d'égalité scientifique » (égalité des horaires scientifiques entre les différentes sections), demandée par les professeurs de langues anciennes pour préserver les effectifs de leurs classes²⁸, aboutit à surcharger les horaires d'enseignement. Tout en dénonçant le « surmenage » des élèves, les différentes spécialités s'opposent sur les propositions d'allègement, si bien que toutes se sentent menacées par les propositions des autres. Dans cette conjoncture propice aux affrontements entre associations de spécialistes, il est d'autant plus important pour la Fédération nationale, qui se transforme en syndicat en 1925, d'essayer de coordonner les points de vue. Plusieurs essais vont être tentés.

Le premier a lieu en 1919-1920, à un moment où la Fédération nationale souhaite discuter de la question de l'école unique dans la perspective d'aboutir à un accord entre toutes les organisations de professeurs de l'enseignement secondaire. En 1919, le congrès de la Fédération prévoit la nomination d'une commission de coordination des spécialistes. La Société des professeurs des classes élémentaires des lycées²⁹ obtient d'y avoir un représentant : « spécialité encyclopédique », justifie son président Léon Flot³⁰ ! Cependant, lors de la réunion du 18 janvier 1920, après une intervention d'Henri Busson, secrétaire général de la Société des professeurs d'histoire et de géographie, on se dit d'accord pour « séparer les affaires fédératives des affaires purement techniques que les sociétés de spécialistes ont à régler avec les inspecteurs

28 Nicole Hulin, *L'enseignement et les sciences. Les politiques de l'éducation en France au début du XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 2009, p. 138.

29 Sur cette catégorie et son association, cf. André D. Robert, « Les professeurs des classes élémentaires des lycées et leur représentation. Crépuscule et postérité d'une idéologie catégorielle (1881-1965) », in Pierre Caspard, Jean-Noël Luc, Philippe Savoie (dir.), *Lycées, lycéens, lycéennes. Deux siècles d'histoire*, Paris, INRP, 2005, p. 317-329.

30 *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement secondaire public*, n° 23, mars 1920, p. 15.

généraux et avec la direction de l'enseignement secondaire»³¹. À l'unanimité, l'assemblée des représentants des associations de spécialistes décide donc que leurs associations continueront «à traiter comme par le passé les affaires dont elles ont la charge»³². Busson «a indiqué que les historiens étaient tous animés de sentiments nettement amicalistes, mais que les questions traitées par eux n'avaient pas le même caractère que celles débattues par la Fédération, et d'ailleurs que leur groupement comprenait d'autres professeurs que les professeurs de lycée»³³. L'intervention d'Henri Busson ne doit pas être comprise comme exprimant l'idée que les associations de spécialistes se réservent les questions de contenus et de méthode et laissent carte blanche à la Fédération pour les questions de structure du système éducatif (sans parler bien sûr des questions corporatives) : en fait, les associations de spécialistes acceptent des rencontres sous l'égide de l'A3, mais n'entendent pas être liées par des décisions concernant les structures du système éducatif qui retentiraient négativement (selon elles) sur leur discipline.

Néanmoins, en 1920, le congrès de la Fédération nationale insiste de nouveau sur la nécessité d'une coordination disciplinaire sur la question de l'école unique et décide la constitution d'une commission de réorganisation de l'enseignement, qui comprendra les présidents des sociétés de spécialistes, les élus au Conseil supérieur, une femme de chaque société de spécialistes et quatre membres du bureau de la Fédération nationale (deux hommes et deux femmes)³⁴. Pas plus que précédemment, cette tentative n'aboutit.

En 1921, un nouvel élément semble renforcer le poids des réunions de spécialistes organisées sous l'égide de la Fédération : selon l'article 19 des nouveaux statuts de l'A3, votés cette année-là, «les sociétés de spécialistes sont rattachées à la Fédération pour toutes les questions d'ordre pédagogique». Cet article est un peu étrange, si l'on considère que certaines associations de spécialistes ont un périmètre plus large que celui de la Fédération. Il peut néanmoins donner plus de légitimité aux réunions organisées par la Fédération. Du reste, c'est en invoquant cet article que, l'année suivante, le président de la

31 BOFNPL, n° 120, janvier 1920, p. 637.

32 *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement secondaire public*, n° 23, mars 1920, p. 15.

33 *Ibid.*

34 BOFNPL, n° 123, mai 1920, p. 1038.

Fédération nationale, Victor Cope³⁵, convoque une nouvelle réunion, à laquelle sont également invités les élus des agrégés au CSIP, pour discuter du projet de réforme Bérard. L'année précédente, le congrès de la Fédération nationale avait voté le principe d'un tronc commun de deux ans en sixième et en cinquième comprenant du latin, résultat confirmé par référendum auprès des membres³⁶. Cependant, l'annonce du projet de Léon Bérard suscite des remous parmi les professeurs de lycée³⁷, ce qui incite Victor Cope à convoquer une réunion des représentants des spécialités. Seule la Franco-ancienne est favorable au projet ministériel. Un de ses représentants, Moulinier, qui craint d'être mis en minorité, insiste pour que les réunions organisées par Victor Cope n'aient qu'une finalité consultative, et n'engagent ni la Fédération, ni les sociétés de spécialistes³⁸. Cependant, Victor Cope annonce qu'il présentera au Parlement et à la presse les décisions (et il dit bien les décisions) qui auront été prises lors des réunions. Il y a effectivement vote sur un ordre du jour condamnant le projet ministériel de réforme³⁹. Avec cette réunion, la Fédération paraît chapeauter les sociétés de spécialistes. Toutefois, les associations de spécialistes ne s'estiment pas placées sous l'égide de la Fédération : si elles ont admis le principe du vote, c'est uniquement pour manifester aux représentants de la Franco-ancienne leur hostilité à la réforme Bérard. En effet, le vote par association favorise numériquement les adversaires de la suppression de la section moderne ou de la prééminence absolue des études gréco-latines. Dans un contexte où les seuls agrégés représentent les deux tiers des professeurs de lycée⁴⁰, dont un tiers sont des agrégés de lettres ou de grammaire, soit environ 750 personnes⁴¹, la Franco-ancienne qui les représente ne compte que pour une voix dans la réunion tenue sous l'égide de la Fédération. Il semble cependant

35 Agrégé de grammaire, Victor Cope est l'instigateur de la création de la Société des agrégés, en 1914. En 1920, il est devenu président de la Fédération nationale des professeurs de lycée. Il demeure à sa tête jusqu'en 1931. Dans les années 1920, il enseigne au lycée Pasteur, puis au lycée Janson-de-Sailly (AN, F/17/26726).

36 BOFNPL, n° 136, décembre 1921, p. 145-146 et p. 152.

37 Les partis de gauche dénoncent dans le projet du ministre de l'Instruction publique Léon Bérard une réforme socialement conservatrice, qui renforcerait la difficulté du passage de l'enseignement primaire à l'enseignement secondaire.

38 BOFNPL, n° 142, juillet-août-septembre 1922, p. XXXIV et BOFNPL, n° 144, novembre 1923, p. 89.

39 *Bulletin de la Société des professeurs d'histoire et de géographie de l'enseignement secondaire public*, n° 33, novembre 1922, p. 9-11.

40 D'après Yves Verneuil, *Les agrégés. Histoire d'une exception française*, Paris, Belin, 2005, p. 79.

41 Ces chiffres correspondent au nombre d'inscrits lors des élections au CSIP, pour lesquelles, jusqu'en 1934, votent seuls les agrégés. Pour les élections de 1923, voir AN, F/17/13623.

que ce vote ne soit pas en décalage avec l'avis de l'ensemble des professeurs, puisque le congrès de Pâques 1923 de la Fédération nationale va dans le même sens : par une très forte majorité (3 406 voix contre 266), il se prononce pour le maintien d'une section moderne du début à la fin des études secondaires⁴². Ce retournement, par rapport aux votes de 1921, s'explique sans doute par des raisons politiques, la majorité des professeurs suivant en l'occurrence la campagne d'opinion des partis de gauche⁴³.

En 1924, après l'alternance politique, les représentants des sociétés de spécialistes sont de nouveau réunis par le président de la Fédération nationale Victor Cope, qui leur demande de se prononcer par un vote sur la reconstitution d'une section moderne à partir de la sixième⁴⁴. Une fois encore, ce vote est surtout l'occasion, pour les associations de spécialistes, de mettre en minorité la Franco-ancienne, qui est la seule à voter non. Mais cette pratique du vote en réunion et de prise de position commune, bien que répétée à deux reprises, peine à s'imposer comme le mode de relation entre la Fédération et les associations de spécialistes, alors même que s'engagent des discussions autour des nouveaux programmes transitoires.

On peut en voir l'illustration dans l'exemple de la commission du surmenage, créée par les pouvoirs publics en 1929, pour tenter d'arbitrer sur la question de l'allègement des horaires et des programmes. Le Syndicat national, nouvelle dénomination de la Fédération, décide de constituer une commission interne sur le sujet, afin d'éviter que les professeurs ne s'opposent entre eux devant la commission officielle. Cette commission interne comprend, à côté de membres du bureau du Syndicat national, les représentants des diverses associations de spécialistes, ainsi que les élus des agrégés au CSIP. De ce fait, quand, le 13 février 1930, Maurice Lacroix, professeur de seconde au lycée Michelet et membre de la commission interne du Syndicat national, est auditionné par la commission du surmenage, il présente son avis comme représentant « l'opinion

42 BOFNPL, n° 151, juin 1923, p. 715. Le congrès se prononce par ailleurs pour l'identité des études et des sanctions pour les enseignements secondaires masculin et féminin, quelles que soient les modalités de la réforme ministérielle, une différenciation s'imposant seulement pour l'éducation physique et l'économie domestique (*ibid.*, p. 724).

43 Françoise Mayeur estime elle aussi que ce retournement a des raisons politiques : Françoise Mayeur, « Léon Bérard, ministre de l'Instruction publique de Poincaré », *Revue de Pau et du Béarn*, n° 18, 1991, p. 283-303.

44 Nicole Hulin, *L'enseignement et les sciences..., op. cit.*, p. 94-96.

moyenne des professeurs de lycée»⁴⁵. Cependant, la commission du surmenage auditionne aussi séparément les représentants de chacune des sociétés de spécialistes, dont les avis divergent⁴⁶. À cette occasion, il apparaît clairement que le S3, successeur de l'A3, n'a aucune autorité sur les associations de spécialistes, qui ne se sentent pas engagées par les discussions tenues sous son égide. Cette situation met à nu l'inefficacité des divers essais de coordination des spécialités tentés par l'organisation syndicale.

II. Élargir l'horizon social? Critiques, divergences et hésitations syndicales dans les années 1930

Les années 1930 sont marquées par la politisation des débats syndicaux. Dans ce contexte, les professeurs qui appartiennent à des confédérations ouvrières reprochent aux associations de spécialistes leur indépendance, qui irait de pair avec leur étroitesse de vues sociales.

1. Les propositions de l'«unitaire» Maurice Husson : vers une commission syndicale de spécialistes ?

Théoriquement, selon les statuts du S3, les sociétés de spécialistes sont rattachées au syndicat pour toutes les questions pédagogiques. Mais «rattachées» ne veut pas dire «comprises» (comme le sont les sociétés de catégorie). Comme le reconnaît en 1929 le président du Syndicat national, Victor Cope, «on ne peut pas dire que cet article des statuts soit d'une netteté et d'une clarté éblouissante»⁴⁷. Dans la pratique, il signifie essentiellement que, lors des congrès syndicaux, les représentants des sociétés de spécialistes peuvent s'exprimer ès qualités. Pour autant, il n'est pas question pour eux de faire appel à l'arbitrage des congrès syndicaux. Dès lors que les questions pédagogiques touchent à leur discipline, les sociétés de spécialistes se réservent le droit de les traiter en toute indépendance. Faut-il déplorer cette situation? Pas selon Victor Cope, qui estime que le S3 «ne doit pas avoir l'air de limiter les droits de ces sociétés dans un domaine où la souveraineté du S3 n'a pas à s'affirmer»⁴⁸. Le congrès

45 *Bulletin officiel du Syndicat national des professeurs de lycée et du personnel de l'enseignement secondaire féminin* [désormais BOSNPL], 1930, p. 652.

46 *Ibid.*, p. 658-686.

47 *La Quinzaine universitaire*, n° 185, 15 janvier 1929, p. 226.

48 *Ibid.*

du S3 adopte ces vues et se borne à ajouter dans les statuts syndicaux une disposition visant à interdire aux membres des associations de spécialistes qui ne sont pas membres du S3 « d'intervenir de quelque manière que ce soit dans l'étude, la discussion et le vote des questions soumises au Syndicat »⁴⁹. Cette disposition vise en fait les membres de la Fédération non syndiquée ; en pratique, rien n'est prévu pour son application⁵⁰.

Cependant, lors de ce même congrès, Maurice Husson, professeur d'allemand au lycée Pasteur⁵¹, par ailleurs membre de la Fédération unitaire de l'enseignement⁵², s'élève contre l'organisation des rapports entre le S3, les sociétés de catégorie et les associations de spécialistes et propose une autre formule, avec deux commissions distinctes : l'une corporative, l'autre réunissant les spécialistes internes au S3. Le cégétiste Hirsch approuve cette proposition ; mais Albert Fédel s'y oppose au contraire, au motif que cela risque d'aboutir à la disparition des associations de spécialistes. Maurice Husson défend sa proposition en faisant valoir que les associations de spécialistes peuvent comprendre d'autres membres que des membres de l'enseignement secondaire et que la commission de spécialistes du S3 se bornerait à discuter les intérêts spécifiques à l'enseignement secondaire ; dans cette perspective, la commission de spécialistes serait un simple trait d'union avec les associations de spécialistes. Théodore Suran, président de la Franco-ancienne, rétorque qu'« il est juste nécessaire que les membres des sociétés de spécialistes viennent indiquer au Syndicat l'opinion de leurs membres secondaires. Un point, c'est tout »⁵³. Un rapport est néanmoins demandé à Maurice Husson en vue du congrès de l'année suivante, afin qu'il précise son point de vue. Ce rapport dénonce l'étroite spécialisation des associations de spécialistes et leur particularisme. « Le travail

49 BOSNPL, n°206, avril-mai 1929, p. 635.

50 Les membres de la Fédération non syndiquée (cf. tableau en annexe) peuvent adhérer aux associations de spécialistes, si bien qu'il leur arrive, dans ce cadre, de discuter de questions qui ont été mises à l'ordre du jour pour préparer des réunions du Syndicat national.

51 Agrégé d'allemand en 1904, Maurice Husson a été promu dans le cadre de Paris, au lycée Pasteur, en 1926. Socialiste, il rejoint le Parti communiste après le congrès de Tours. Il adhère à la Fédération unitaire de l'enseignement (CGTU) et devient secrétaire corporatif pour le second degré, puis membre du bureau fédéral comme responsable des 2^e et 3^e degrés. Il contribue à maintenir la « section des professeurs » dans la majorité confédérale de la CGTU (proche du Parti communiste) Cf. AN, F/7/15743 et F/17/25137.

52 Issue de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs, qui s'est élargie en 1919 aux membres des autres ordres d'enseignement, la Fédération des syndicats des membres de l'enseignement laïque a adhéré en 1922 à la CGTU et est dès lors dénommée Fédération unitaire de l'enseignement (FUE).

53 BOSNPL, n°206, avril-mai 1929, p. 635.

horizontal de la coordination des différentes disciplines à un même degré de l'enseignement leur demeure nécessairement étranger. Et c'est la grosse lacune [...] de ces sociétés »⁵⁴. Pour Maurice Husson, il faudrait un travail de synthèse, qui serait celui de la commission syndicale de spécialistes. Les membres de cette commission seraient désignés par le congrès et leurs membres auraient voix délibérative à la commission exécutive.

Cependant, en mars 1930, lors de la réunion de la régionale (S2) de Paris⁵⁵, les ténors du Syndicat national Maurice Lacroix, Pierre Couissin, Albert Fédel, Pierre Chenevier et Edmond Lackenbacher⁵⁶ s'élèvent contre les conclusions du rapport Husson et mandatent les délégués du S2 à la commission exécutive pour le repousser⁵⁷. De fait, lors du congrès national de Pâques 1930, le rapport n'est pas discuté et la question est purement et simplement retirée de l'ordre du jour, au motif que le rapport présenterait des contradictions et des dangers⁵⁸. Pour le rapport Husson, c'est un enterrement de première classe.

2. Les critiques du secrétaire du Syndicat (cégétiste) des professeurs de lycée

Parmi les adversaires des propositions de Maurice Husson, on trouve de grandes figures militantes du Syndicat (cégétiste) des professeurs de lycée, tels Maurice Lacroix (par ailleurs membre dirigeant de la Franco-ancienne) et Edmond Lackenbacher (par ailleurs secrétaire de la Société des agrégés). Mais ce sont aussi des professeurs attachés aux traditions ou à l'esprit de l'enseignement secondaire auxquels il a pu paraître dangereux de risquer d'affaiblir les sociétés de spécialistes, alors même que cet ordre d'enseignement se caractérise par la spécialisation disciplinaire de ses professeurs. Tous les cégétistes, cependant, ne raisonnent pas ainsi et certains déplorent l'indépendance qui est laissée aux

54 *La Quinzaine universitaire*, n°207, 15 février 1930, p. 461.

55 Le S2 est une association régionale membre du Syndicat national (S3).

56 Cette prise de position transcende les clivages politiques : Maurice Lacroix (agrégé de lettres) et Edmond Lackenbacher (agrégé de lettres) sont des militants cégétistes (mais attachés à l'originalité de l'enseignement secondaire et membres de la direction de la Société des agrégés), tandis que Pierre Couissin (agrégé de grammaire) est membre du Cercle Fustel de Coulanges, proche de l'Action française. Albert Fédel (agrégé de lettres, premier président de la Fédération nationale des professeurs de lycée) et Pierre Chenevier (agrégé de mathématiques) sont très attachés à l'enseignement secondaire traditionnel. On notera la surreprésentation des littéraires parmi les ténors syndicaux. Sur ces militants, voir les notices biographiques dans Yves Verneuil, *La Société des agrégés de sa fondation à nos jours*, thèse de doctorat, université Paris 4, 2001.

57 *BOSNPL*, n°214, avril-mai 1930, p. 857.

58 *Ibid.*, n°215, juin 1930, p. 956.

associations de spécialistes. C'est le cas du secrétaire du Syndicat cégétiste des professeurs de lycée, Lucien Mérat⁵⁹, qui dénonce les effets de la situation, observant que le président du Syndicat national Victor Cope a dû finalement s'incliner devant les associations de spécialistes sur la question du surmenage :

«Voici le S3 prisonnier d'une discipline que n'établit aucun congrès et qui ne s'est jusqu'à ce jour exprimée que par la bouche des libres élus des libres sociétés de spécialistes. Pour paradoxal que ce soit, il nous faut constater que pour n'avoir point voulu se mêler de pédagogie, le syndicat subit la loi des pédagogues organisés en dehors de lui et le voilà ligoté par ceux mêmes qui se refusent aux entraves»⁶⁰.

La dénonciation vise en particulier la coupure faite par les associations de spécialistes entre intérêts disciplinaires et grandes questions sociales, qui les disqualifie aux yeux du syndicaliste. Lucien Mérat vitupère de même contre la portée étroitement disciplinaire de l'élection des délégués des agrégés au CSIP. Sans doute est-il d'autant plus sensible à cette situation qu'il est également secrétaire administratif de la Fédération générale de l'enseignement (FGE), au sein de laquelle il entend les critiques des syndicats du primaire⁶¹. Aussi écrit-il, en 1931 :

«Tous les élus de l'enseignement primaire sont les élus des syndicats, il en est de même pour les collègues⁶². Tous se sont engagés à défendre le cas échéant au sein du Conseil les principes syndicalistes affirmés dans une déclaration commune approuvée par la Commission administrative de la Fédération [générale de l'enseignement].

Le mode d'élection des représentants des lycées n'a pas permis à notre syndicat de prendre sur ce terrain la position nette qu'ont prise les organisations primaires et le Syndicat des collègues. L'élection se fait uniquement sous le contrôle des sociétés de spécialistes. La *Quinzaine* des lycées [organe du S3] et le *Bulletin* de l'agrégation [organe de la Société des agrégés] publient les candidatures et les déclarations, mais à cela se borne leur intervention. En sorte que les élus des agrégés appelés à défendre au sein du Conseil supérieur l'ensemble des intérêts moraux de l'Université et plus particulièrement l'intérêt de l'enseignement secondaire, *échappent en fait au contrôle de leurs organisations syndicales*»⁶³.

59 Agrégé d'allemand, Lucien Mérat enseigne au lycée Condorcet. Il est le secrétaire du Syndicat cégétiste des professeurs de lycée depuis 1929 (AN, F/17/25335 et notice rédigée par Alain Dalançon dans le *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social*. En ligne : <<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/>>.

60 Lucien Mérat, «Syndicalisme et spécialité», *L'Université*, n° 19, décembre 1930-janvier 1931, p. 1.

61 La structure disciplinaire de l'élection des agrégés est à vrai dire d'autant moins susceptible de satisfaire les maîtres du primaire qu'elle est pour l'enseignement secondaire un élément de distinction.

62 Contrairement au S3 des lycées, le Syndicat des professeurs de collège a adhéré à la FGE.

63 *Bulletin d'informations du Syndicat cégétiste des professeurs de lycée*, n°7, décembre 1931, p.2-3.

Tant que les élections seront contrôlées par les associations de spécialistes, estime Lucien Mérat, chaque élu, au lieu de réfléchir à un plan de réforme d'ensemble, continuera de se sentir tenu de défendre son pré carré disciplinaire. Force lui est toutefois de reconnaître que ces conceptions ne sont pas partagées par la majorité des professeurs de lycée : lors des élections de 1931, un seul candidat, Maurice Weber, professeur agrégé de mathématiques au lycée de Versailles⁶⁴, a accepté de répondre, au sujet de l'attachement syndical, à la circulaire que le Syndicat cégétiste des professeurs de lycée a adressé à l'ensemble des candidats. Sans doute, reconnaît au reste Lucien Mérat, cela a-t-il contribué à sa défaite :

« Cette attitude a dû paraître insolite à bon nombre d'agrégés mathématiciens, puisqu'en dépit du dévouement bien connu de Weber, de son esprit d'indépendance et de sa compétence, seule une minorité importante s'est affirmée sur son nom et sur son programme [de réforme démocratique de l'enseignement]. [...] Les candidats semblent avoir jugé déplacée l'initiative que nous avons prise de leur soumettre notre programme. *Ils ont pensé que les syndicats n'avaient pas à intervenir dans leur élection*, ils ont voulu demeurer les élus de leur spécialité et ils ont estimé qu'ils n'avaient point de confidences à nous faire sur les questions plus vastes et plus épineuses où nous nous étions aventurés »⁶⁵.

Lors des élections de 1934, le Syndicat cégétiste des professeurs de lycée présente des candidats dans toutes les spécialités (sans toutefois opposer de candidats à ceux de la Fédération unitaire, qui avait proposé la constitution d'une liste commune pour défendre les libertés civiques et syndicales plutôt que la défense étroite des intérêts d'une discipline). Dans sa profession de foi, Maurice Weber déclare qu'il n'est plus possible « d'isoler l'enseignement de l'ensemble des problèmes politiques, économiques et sociaux »⁶⁶. Cette conviction a pu être renforcée par la crise économique. Cependant, les candidats cégétistes sont tous battus. Symbole de la persistance de l'influence prépondérante des associations de spécialistes : le secrétaire général du syndicat cégétiste des professeurs de lycée, Maurice Janets, est battu par Théodore Suran, président de

64 Compagnon de l'Université nouvelle, membre de la Société française de pédagogie, Maurice Weber est un personnage complexe, à la fois attaché à la modernisation de l'enseignement secondaire et soucieux du caractère élitiste de ce dernier, vice-président de la Société des agrégés à la fin des années 1920 et membre du Syndicat cégétiste des professeurs de lycée. Voir sa notice biographique dans Yves Verneuil, *La Société des agrégés...*, op. cit.

65 *L'Université*, n°23, novembre-décembre 1931, p.2 et p.4.

66 Cité par Paul Gerbod, « Associations et syndicalismes universitaires de l'enseignement secondaire public 1928-1937 », art. cit., p.105.

la Franco-ancienne⁶⁷. Cette victoire montre bien que, comme les associations de spécialistes, la majorité des professeurs, lors des élections au CSIP, fait primer les considérations disciplinaires sur les enjeux politiques et sociaux de l'éducation.

L'idée d'une implication syndicale dans les élections au Conseil supérieur fait néanmoins son chemin, même au Syndicat national : pour ces mêmes élections de 1934, ce syndicat (qui, encore à ce moment, il est vrai, a une direction majoritairement cégétiste) demande pour la première fois aux candidats de se déclarer en plein accord avec lui, « tout en laissant une certaine latitude aux sociétés de spécialistes pour désigner leurs candidats et fixer un programme »⁶⁸. L'engagement est à vrai dire bien léger. Il permet juste de pointer du doigt les candidats non syndiqués. Si se dessine une tendance à l'intervention syndicale dans les élections au Conseil supérieur, une importante nuance apparaît donc entre le point de vue du Syndicat cégétiste et celui du Syndicat national quant au rôle à laisser aux associations de spécialistes.

3. Nuances syndicales

En 1937, les professeurs de lycée cégétistes décident de quitter le S3, auquel ils étaient restés majoritairement affiliés. Avec les professeurs de collège, les professeurs adjoints et les répétiteurs, ils fondent le Syndicat du personnel de l'enseignement secondaire (SPES), qui adhère à la CGT réunifiée. Conformément aux vœux qu'avait exprimées Maurice Husson, le nouveau syndicat comprend une commission pédagogique, divisée en sous-commissions de spécialistes. Le SPES insiste toutefois sur le fait que ces sous-commissions internes ne visent pas à remplacer, à concurrencer ou à noyauter les sociétés de spécialistes : « la participation aux travaux de ces commissions n'est nullement incompatible, en l'état actuel des choses, avec l'adhésion individuelle aux sociétés de spécialistes déjà existantes »⁶⁹. Plusieurs membres du SPES jouent d'ailleurs un rôle important dans ces sociétés et le SPES entend entretenir des rapports cordiaux

67 Secrétaire général du Syndicat cégétiste des professeurs de lycée et, de 1933 à 1935, secrétaire de la section de la Région parisienne de la FGE, Maurice Janets, agrégé de grammaire, enseigne au lycée Montaigne (AN, F/17/27852 et notice rédigée par Alain Dalançon dans le *Dictionnaire biographique, mouvement ouvrier, mouvement social*, *op. cit.*). Professeur au lycée de Marseille, Théodore Suran est un des rares élus au CSIP à ne pas provenir des lycées du cadre de Paris (l'administration bloque son avancement sur Paris du fait de sa surdité, qui fait de lui un professeur chahuté). Cf. AN, F/17/24419 et notice dans Yves Verneuil, *La Société des agrégés...*, *op. cit.*

68 BOSNPL, n°224, mai 1934, p.7.

69 *Bulletin d'informations du Syndicat du personnel de l'enseignement secondaire (SPES)*, n°4, 15 janvier 1938, p. 173.

avec elles⁷⁰. Politique ambiguë : le SPES souhaite reconnaître l'importance de l'identité disciplinaire des enseignants du second degré, tout en travaillant à la relier à une identité sociale et une identité professionnelle plus larges. Aussi bien, en son sein, est-ce la commission pédagogique qui impose ses thèmes de réflexion aux commissions de spécialistes, ce qui institue une liaison entre les questions de spécialistes et la vie syndicale.

Dans les années 1930, le Syndicat national avait lui-même fini par mettre en place une commission pédagogique, mais ce n'était en fait qu'un nouveau nom donné aux réunions de coordination entre les sociétés de spécialistes et cela ne changeait rien aux relations entre le Syndicat national et ces dernières. Après la scission de 1937, le Syndicat national s'élargit à son tour et se transforme en Syndicat national des lycées, collèges et cours secondaires (SNLCCS). Il met en place une commission de spécialistes qui reste un simple lieu de coordination et de rencontre entre représentants des sociétés de spécialistes. D'ailleurs, selon l'article 17 des statuts du SNLCCS votés lors du congrès de 1938, celles-ci sont admises à se faire représenter aux commissions intérieures du S3 et aux réunions de la commission exécutive⁷¹. Le président du SNLCCS, André-Marie Gossart⁷², aurait cependant souhaité renforcer le rôle de la commission de spécialistes. Il déplore en effet que les associations de spécialistes jouent chacune leur partition sans vue d'ensemble :

« Nous avons volontiers adhéré aux réunions d'information des sociétés de spécialistes. Il ne faut pourtant pas se faire d'illusions : de telles réunions sont nécessaires, mais on ne peut y prendre de décisions et seul le syndicat est un organisme d'action. [...] Il est aisé de voter des résolutions dans les assemblées où l'on est groupé avec les membres de sa catégorie ou de sa discipline ; ces résolutions resteront lettre morte si elles n'ont pas l'appui de l'ensemble du corps enseignant »⁷³.

En fait, dans le contexte de l'après-scission, où l'existence et l'unité du SNLCCS sont une priorité, André-Marie Gossart voit dans les querelles de

70 *Ibid.*, n° 13, 15 décembre 1938, p. 123. Cette doctrine a toutefois suscité un débat au sein du SPES : certains militants ont prôné le retrait des associations de spécialistes et la participation aux seules commissions de spécialistes, au motif que seul le militantisme au sein du syndicat confédéré (membre de la CGT) serait légitime (*L'Université syndicaliste*, n° 18, 1^{er} juin 1939, p. 4).

71 *La Quinzaine universitaire*, n° 371, 1^{er} juin 1938, p. 670.

72 Agrégé de grammaire, André-Marie Gossart enseigne au lycée Janson-de-Sailly depuis 1934. Très attaché à l'apolitisme, il s'est opposé à l'adhésion du Syndicat national à la CGT, en 1934 comme en 1937 (AN, F/17/26501; cf. aussi notice dans Yves Verneuil, *La Société des agrégés...*, op. cit.).

73 *La Quinzaine universitaire*, n° 367, 15 mars 1938, p. 474.

spécialistes un germe de division. « Attention à la mystique des spécialités. Soyons tous ouvriers d'une même œuvre », écrit-il dans son rapport moral en vue du congrès de 1939⁷⁴. Peut-être déplore-t-il aussi que la scission syndicale ait favorisé l'indépendance des associations de spécialistes, qui peuvent jouer des rivalités syndicales. Cependant, rien n'est changé. La commission pédagogique du SNLCCS se réunit régulièrement, pour discuter des horaires des différentes classes ou bien de propositions telles que les « humanités modernes »⁷⁵. Elle demeure toutefois un simple lieu de coordination (ou de confrontation) du point de vue des associations de spécialistes : « les représentants des différentes sociétés de spécialistes exposent leurs vues sur la question », relate ainsi un compte rendu d'une de ces réunions en 1939⁷⁶. Une organisation très différente de celle du SPES, par conséquent.

Assurément, le SNLCCS, qui revendique son apolitisme, n'a pas les mêmes raisons que son rival de vouloir relier questions de spécialités et questions sociales. Toutefois, sa circonspection tient certainement aussi à son souci plus grand, dans le contexte de la discussion du projet Jean Zay de réforme de l'enseignement, de ne pas paraître affaiblir ce qui fait la force des professeurs de l'enseignement secondaire, à savoir leur expertise disciplinaire. Au reste, ce souci n'est peut-être pas étranger à certains membres du SPES, soucieux, en adhérant à la CGT, de montrer leur solidarité avec la classe ouvrière, mais également préoccupés de sauvegarder l'originalité de l'enseignement secondaire. De là l'ambiguïté de la position du SPES.

Toutefois, cette ambiguïté tient également au souci d'attirer le vote des électeurs pour les élections au CSIP. En 1938, chaque syndicat fait campagne pour les candidats qui se rattachent à lui. Mais les sociétés de spécialistes restent maîtresses du jeu. On le voit bien à travers les professions de foi des candidats : même ceux du SPES insistent davantage sur leur appartenance à leur société de spécialistes que sur leur appartenance syndicale⁷⁷.

74 *Ibid.*, n°383, 1^{er} mars 1939, p.329.

75 *Ibid.*, n°388, 1^{er} juin 1939, p.478-481.

76 *Ibid.*, n°390, 1^{er} et 15 juillet 1939, p.551.

77 *L'Université syndicaliste*, supplément au numéro du 15 mai 1938 et *La Quinzaine universitaire*, n°370, 15 mai 1938, p.624-645.

Conclusion

L'étude des relations entre les organisations corporatives des professeurs de l'enseignement secondaire (fédérations ou syndicats) et les associations de spécialistes entre 1905 et 1940 montre que l'idée d'un partage des tâches entre les premières et les secondes, les unes s'occupant des questions corporatives, les autres des questions pédagogiques, est simpliste : depuis leur création, les organisations corporatives ont régulièrement et vainement cherché à faire reconnaître leur prééminence, ou du moins à coordonner l'action des associations de spécialistes. Celles-ci s'y sont opposées, affirmant leur indépendance et leur reconnaissance par le corps enseignant, et ce encore plus fermement après la scission syndicale de 1937. Pouvait-il en être autrement, puisque le périmètre de recrutement de ces dernières n'est pas le même que celui des différentes organisations corporatives de l'enseignement secondaire ?

La question des relations entre les organisations corporatives des professeurs de lycée et les associations de spécialistes traduit la tension qui existe entre deux éléments de l'identité professionnelle, la discipline et la corporation enseignante, qui se joue au travers de ces oppositions. Doit-on privilégier le second, au risque que les divergences idéologiques, traduites dans l'appartenance à des syndicats différents, empêchent l'existence d'une communauté disciplinaire en situation de discuter des questions spécifiques la concernant ? Pourtant, l'unité syndicale des premiers temps aurait peut-être pu autoriser l'intégration des sociétés de spécialistes au sein de l'instance syndicale.

Deux types d'explication peuvent être mobilisés, pour comprendre l'échec des organisations corporatives à imposer leur prééminence. C'est d'abord sans doute un effet de la conjoncture, le contexte de modifications continues des programmes de l'enseignement secondaire (révision de la réforme de 1902, réforme Bérard de 1923, etc.) dans lequel les rivalités entre professeurs de disciplines différentes ont assurément joué un rôle important. La seconde raison, structurelle, joue un rôle majeur. Les élections au CSIP (qui, jusqu'en 1934, ne concernent, parmi les professeurs de lycée, que les agrégés) ont lieu sur une base disciplinaire. Dès lors, les associations de spécialistes, qui peuvent espérer trouver dans les élus au CSIP des porte-parole disposant d'une existence légale, n'avaient aucune raison d'envisager une soumission aux syndicats naissants.

Au demeurant, la Fédération nationale, le Syndicat national, puis le SNLCCS qui lui succède, tenaient-ils vraiment à placer les associations de spécialistes sous leur sujétion, comme le sont (théoriquement) les sociétés de catégorie? En fait, tout en souhaitant coordonner le point de vue des associations de spécialistes, ces organisations corporatives n'en ont pas moins considéré qu'il était normal que les associations de spécialistes règlent seules les questions relevant de leur discipline. Cette position, contradictoire en apparence, n'est que le reflet de la double identité professionnelle des membres des syndicats, pour lesquels il importait de valoriser la compétence disciplinaire des professeurs, afin de bien les distinguer des maîtres du primaire, polyvalents. Le contrôle syndical sur les élections au CSIP pouvait présenter les mêmes risques – et ravalier les délégués des professeurs au niveau de ceux de l'enseignement primaire, effectivement choisis par les syndicats dès les années 1930. Aussi bien, ni le Syndicat national, ni par la suite le SNLCCS, très soucieux de bien marquer la spécificité de l'enseignement secondaire, n'ont-ils cherché à contrôler ces élections. Dès 1911, la Fédération nationale avait enjoint aux élus des agrégés au CSIP de conformer leur conduite sur les «questions générales» aux décisions des congrès de la Fédération, mais avait admis que ces élus conserveraient leur liberté sur les questions de spécialité, pour lesquelles ils ne seraient invités à se concerter avec la Fédération que dans la mesure où une question disciplinaire retentirait sur le reste de l'enseignement. Autrement dit, si la Fédération s'occupe de questions pédagogiques, c'est seulement de questions générales, les questions disciplinaires techniques étant l'apanage des spécialités. Même si des tentatives de coordination ont eu lieu, cette doctrine, qui au fond valorise la compétence technique disciplinaire des professeurs de lycée, est demeurée celle des organisations corporatives autonomes pendant l'entre-deux-guerres.

Cependant, dans la mesure où les organisations corporatives liées aux confédérations ouvrières (FUE, Syndicat cégétiste des professeurs de lycée, puis SPES) ont tendance à considérer que toutes les questions professionnelles doivent être reliées aux questions sociales plus vastes, les questions disciplinaires peuvent ne pas apparaître comme des questions neutres et purement techniques. Cela explique la proposition de créer des commissions disciplinaires internes aux syndicats confédérés, commissions dont les relations avec les sociétés de spécialistes sont ambiguës. De toute façon, il s'est avéré qu'aux yeux des professeurs, ce sont les sociétés de spécialistes qui ont continué à avoir le plus d'importance pour les questions disciplinaires. On le voit bien après 1937,

dans un contexte de rivalités syndicales : les candidats du SPES aux élections au CSIP continuent eux-mêmes, tout autant que ceux du SNLCCS, de se recommander avant tout de ces sociétés. Au demeurant, une liaison a-t-elle vraiment été établie, au sein des syndicats confédérés, entre les questions disciplinaires et les questions sociales plus large ? Si certains membres des organisations cégétistes, tel Maurice Weber, ont effectivement entamé une réflexion sur la portée sociale des disciplines scolaires de l'enseignement secondaire, c'est loin d'être le cas de tous, comme il apparaît dans les déclarations de candidature au CSIP. En outre, sur les questions disciplinaires, la position de nombreux cégétistes ne diffère pas de celle des membres du Syndicat autonome⁷⁸. Dans ces conditions, les sociétés de spécialistes constituent un lieu de rencontre entre membres de syndicats concurrents, mais partageant de nombreuses convictions communes.

Le fait que, après la Libération, les dirigeants de la FGE aient exercé des pressions⁷⁹ pour que le mode d'élection des délégués des professeurs de l'enseignement secondaire au Conseil supérieur de l'Éducation nationale ne soit plus celui des professeurs de lycée dans l'ancien CSIP souligne le rôle que ce mode d'élection a pu avoir dans la perpétuation d'une identité disciplinaire particulariste. Cependant, les associations de spécialistes ont tout de même survécu à la réforme électorale favorisant les listes syndicales. Elles constituent, en effet, un relais immédiat vers les inspecteurs généraux, organisés par groupes disciplinaires. Mais, plus profondément, on peut s'interroger sur la place dominante qu'occupe la dimension disciplinaire dans l'identité professionnelle d'un enseignant du secondaire, et sur le fait que les disciplines, éléments structurants des curricula, sont en permanence au cœur des débats internes (concurrences horaires, emplois du temps, hiérarchie implicite des savoirs, etc.). Dès lors, accepter que les questions disciplinaires soient placées sous l'autorité des syndicats reviendrait à accepter que des collègues d'autres disciplines puissent s'immiscer dans des questions ne relevant pas de leur

78 Au sein de la FGE, lors des discussions sur l'école unique du début des années 1930 entre les représentants du primaire et les représentants du secondaire, Henri Boivin et Maurice Lacroix, qui représentent le Syndicat cégétiste des professeurs de lycée, marquent leur intransigeance sur la question du latin.

79 Yves Verneuil, «Le Conseil supérieur de l'Éducation nationale : un enjeu dans la définition du rôle du syndicalisme. L'exemple de l'enseignement secondaire (1928-1960)», in Laurent Frajerman, Françoise Bosman, Jean-François Chanet, Jacques Girault (dir.), *La Fédération de l'Éducation nationale (1928-1992) : histoire et archives en débat*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2009, p. 33-44.

discipline propre, voire prendre le risque que les représentants de certaines disciplines se posent en interlocuteurs privilégiés de l'administration ministérielle.

Annexe

Dénomination	Date de création	commentaire
Fédération nationale des professeurs de lycée et de l'enseignement secondaire féminin	1905	<ul style="list-style-type: none"> – Surnommée A3 (des lycées) – Il existe une fédération particulière aux professeurs de collège et deux fédérations pour les répétiteurs – Se transforme en syndicat en 1925 (devient le S3) – Des dissidents créent alors une autre organisation, en reprenant le nom de la Fédération nationale; cette fédération est couramment appelée la Fédération non syndiquée
Fédération unitaire de l'enseignement (FUE)	1922	<ul style="list-style-type: none"> – Héritière des premiers syndicats d'instituteurs, s'est élargie en 1919 aux professeurs, en formant la Fédération des syndicats des membres de l'enseignement laïque (FSMEL) – en 1922 rejoint la CGTU et devient la FUE – Les professeurs membres de la FUE sont couramment appelés les «unitaires»
Syndicat confédéré de l'enseignement secondaire et supérieur	1922	<ul style="list-style-type: none"> – Se transforme en 1924 en Fédération de l'enseignement aux 2^e et 3^e degrés. Celle-ci est couramment appelée «Fédération Zoretti»
Fédération générale de l'enseignement (FGE)	1928	<ul style="list-style-type: none"> – Composante de la CGT- Issue notamment du rapprochement du SNI et de la Fédération Zoretti; compte 21 syndicats nationaux en 1929 – Comprend les syndicats majoritaires dans le primaire et le secondaire, sauf parmi les professeurs de lycée – En 1935, la FUE fusionne avec la FGE
Syndicat national des professeurs de lycée (garçons et filles)	1928	<ul style="list-style-type: none"> – Composante de la FGE – Couramment appelé le «Syndicat confédéré» ou le «Syndicat cégétiste» des professeurs de lycée, pour le distinguer du Syndicat national des professeurs de lycée (S3) – Ses membres sont de ce fait dénommés les «confédérés» – Accepte la double affiliation de ses membres avec le S3

Syndicat du personnel de l'enseignement secondaire (SPES)	1937	<ul style="list-style-type: none">- Issu du retrait des cégétistes du S3 et de la fusion du Syndicat (confédéré) des professeurs de lycée avec les autres syndicats cégétistes de l'enseignement secondaire- Membre de la FGE-CGT
Syndicat national des lycées, collèges et cours secondaires (SNLCCS)	1937	<ul style="list-style-type: none">- Héritier du S3- S'est ouvert à toutes les catégories de l'enseignement secondaire, pour rivaliser avec le SPES- Majoritaire chez les professeurs de lycée, mais pas dans les autres catégories du personnel de l'enseignement secondaire
Syndicat général de l'Éducation nationale (SGEN)	1937	<ul style="list-style-type: none">- Regroupe des personnels de tous les ordres d'enseignement- D'inspiration chrétienne, mais laïque- Accepte la double affiliation de ses membres avec le SNLCCS

Tableau des organisations corporatives des professeurs de lycée entre 1905 et 1940